

ÉDITO
Des Ehpad à repenser

par Benoît GAUDIBERT



Photo Alexandre MARCHI

Quelle célérité ! Vingt-quatre heures seulement après la sortie du livre-enquête « Les fossoyeurs », du journaliste Victor Castanet, sur la maltraitance dans certains Ehpad privés, l'Agence régionale de santé d'Île-de-France a lancé vendredi une inspection dans une résidence du groupe Orpea à Neuilly-sur-Seine. L'administration sanitaire s'était montrée bien moins réactive pour renseigner les familles et les médias, au début de la pandémie, quand des milliers de pensionnaires de ces mêmes Ehpad succombaient au Covid-19 sans avoir revu leurs proches. Le manque de contrôle des établissements est l'un des points mis en avant dans ce livre explosif. Tant mieux s'il sert de détonateur. Il faut juste souhaiter que cette descente en banlieue chic ne soit pas une simple opération de communication, mais bien l'amorce d'un suivi au cordeau des maisons de retraite médicalisées par l'autorité publique. Tous les Ehpad ne sont pas d'infâmes mouiroirs. La première vague du virus avait révélé le dévouement extraordinaire des personnels de certains établissements. Mais les dérives pointées par cette enquête édifiante font frémir, accentuées par le manque de bras, le recours massif aux vacataires inexpérimentés. Le renforcement des

inspections ne suffira pas. Il faut aussi se pencher sur le modèle économique de ce secteur en pleine croissance, en raison du vieillissement de la population. 20 % du « marché » est aujourd'hui contrôlé par des établissements privés à but lucratif. Ces sociétés versent des dividendes à leurs actionnaires, quand elles ne sont pas contrôlées par des fonds d'investissement. Il est temps de se demander si cette logique financière est compatible avec le devoir de protection des personnes âgées par l'État. Des garde-fous sont nécessaires. Le devoir d'humanité vis-à-vis de nos aînés n'est pas une valeur qu'on peut se permettre d'externaliser.